



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES












MARCHÉ DE TRAVAUX

**Travaux de réfection de l'étanchéité toiture du
gymnase de la Tour de Gassies et travaux annexes**

N° du CCAP : 2024-21

UGECAM Aquitaine
100 RUE DE LA TOUR DE GASSIES
CS 10003
33523 BRUGES CEDEX

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Travaux de réfection de l'étanchéité toiture du gymnase de la Tour de Gassies et travaux annexes
	Type de contrat	Marché soumis au Code de la Commande Publique
	Nombre de lots	2
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clause sociale	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	3 mois
	Reconduction	Sans
	Prix	Prix global forfaitaire
	Variation des prix	Avec
	Avance	Avec

SOMMAIRE

1 - Dispositions Générales du Contrat	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Décomposition du contrat	5
2 - Pièces contractuelles	5
3 - Intervenants	7
3.1 - Conduite d'opération	7
3.2 - Maîtrise d'œuvre	7
3.3 - Ordonnancement Pilotage Coordination	7
3.4 - Contrôle technique	7
3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs	7
3.6 - Cotraitance	8
3.7 Sous-traitance	8
4 - Protection des données à caractère personnel	8
5 - Durée et délais d'exécution	8
5.1 - Durée globale du marché	8
5.2 - Délai d'exécution	8
5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution	9
6 - Prix	9
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
6.2 - Modalités de variation des prix	9
6.3 - Répartition des dépenses communes	10
7 - Garanties Financières	10
8 - Avance	10
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	10
8.2 - Garanties financières de l'avance	11
9 - Modalités de règlement des comptes	11
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels	11
9.2 - Présentation des demandes de paiement	11
9.3 - Délai global de paiement	13
9.4 - Paiement des cotraitants	13
9.5 - Paiement des sous-traitants	13
10 - Conditions d'exécution des prestations	13
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits	13
10.2 - Implantation des ouvrages	13
10.3 - Préparation et coordination des travaux	14
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux	14
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	14
10.3.3 - Registre de chantier	15
10.4 - Etudes d'exécution	15
10.5 - Installation et organisation du chantier	15
10.5.1 - Installation de chantier	15
10.5.2 - Signalisation de chantier	15
10.5.3 - Conduite du chantier avec objectifs à caractère environnementaux	15
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier	16
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier	16
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux	16
10.6.3 - Documents à fournir après exécution	16
12 - Réception	16

12.1 - Réception des travaux	17
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception	17
12.1.2 - Epreuves concluantes	17
13 - Garantie des prestations	17
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	17
15 - Pénalités	17
15.1 - Pénalités de retard	17
15.2 - Pénalité pour travail dissimulé	18
15.3 - Autres pénalités spécifiques	18
16 - Assurances	18
17 - Résiliation du contrat	19
17.1 - Conditions de résiliation	19
17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire	19
18 - Règlement des litiges et langues	20
19 - Dérogations	20

Préambule

- **Acheteur:** L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
- **Titulaire:** Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
- **Prestation:** La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
- **Délais:** Les délais exprimés en jours désignent des jours calendaires, sauf précision contraire

1 - Dispositions Générales du Contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Travaux de réfection de l'étanchéité toiture du gymnase de la Tour de Gassies

Il s'agit d'une opération de travaux intégrant sur un même lieu, la toiture du gymnase de la Tour de Gassies :

- des travaux de réfection de l'étanchéité toiture.
- la dépose des deux caissons de soufflage, aujourd'hui vétustes et leur remplacement par un système de panneaux rayonnants.

Lieu d'exécution :

- Centre de la Tour de Gassies - UGECAM Aquitaine : rue de la Tour de Gassies 33520 Bruges

1.2 - Décomposition du contrat

Les prestations sont réparties en 2 lot(s) :

Lot(s)	Désignation
01	Etanchéité
02	Fluides

2 - Pièces contractuelles

- Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :
 - L'acte d'engagement (AE) et ses annexes - 1 Clause de confidentialité/ 2 Clause RGPD/ 3 Livret de sécurité du prestataire/ 4-1 et 4-2 Décomposition du prix global forfaitaire (DPGF) du lot concerné ;
 - Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
 - Le cahier des clauses techniques communes (CCTC) et ses annexes citées ci-après ;

Annexes au CCTC :

- Diagnostique sur la charpente du bâtiment Gymnase « Le centre de la tour Gassies (établi par Verdi)
- Le Rapport Initial de Contrôle Technique (RICT) (Apave) du 16 juillet 2024
- Le plan général de coordination sécurité (PGC)(Apave) du 12 juillet 2024
- Le Diagnostic aspergillaire et mesures préventives au niveau de la zone de travaux (Ugecam)
- Le plan d'installation chantier

Dans un fichier « UGECAM GYMNASE Plans » :

- Le plan de masse et de situation (N° 0)
- Le plan de toiture repérage démolitions (N° 01)

- Le plan Existant Détail DOE Charpente (N° 02)
- Le projet plan toiture (N° 10)
- Le plan détail complexes (N° 11)

Dans un fichier « UGECAM GYMNASE Plans fluides » :

- Le plan RDC existant CVC (CVC01)
- Le plan toiture existant CVC (CVC02)
- Le plan RDC projet CVC (CVC03)
- Le plan toiture projet CVC (CVC04)

- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) du lot concerné ;
- Le planning ;
- L'offre technique du titulaire, ici son Mémoire Méthodologique et ses fiches techniques ;
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Les documents techniques de références tels qu'énumérés au CCTC, Chapitre « Prestations Interdépendantes » - article 13.

Les conditions générales ou particulières du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables au pouvoir adjudicateur quelle qu'en soit la forme.

En cas de litige, seuls les exemplaires conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur des pièces particulières, ci-dessus énoncées, font foi. Le CCAG-Travaux, bien que non joint au marché, est réputé parfaitement connu du Titulaire. Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le Titulaire ne peut s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

➤ Modifications des pièces contractuelles du marché

Après sa notification, le marché est éventuellement modifié conformément aux dispositions des articles L.2194-1, L.2194-2 et R.2194-1 à 10 du code de la commande publique.

Les modifications peuvent donner lieu à la conclusion d'un ou plusieurs avenants qui seront chacun annexés à l'Acte d'engagement, sauf dispositions contraires stipulées au présent CCAP.

En outre, en application des articles L.2711-1 à L.2711-8 et R. 2194-1 dudit code, lorsque les conditions économiques du contrat sont susceptibles d'être affectées par l'évolution d'une crise sanitaire majeure, comme par exemple une épidémie, ou par une situation identifiée comme force majeure, les Parties conviennent de se rencontrer aux fins de réexamen :

- des conditions financières du présent marché,
- et/ou d'exécution du marché, et/ou de prolongation de la durée du marché, et/ou du délai d'exécution des prestations, en vue des mesures à prendre pour atténuer les effets de ces crises, incluant des modifications des modes opératoires ou des arrêts de prestations.

Ces modifications du contrat prendront la forme d'un avenant et devront être négociées, au préalable, entre les parties.

Chacune des Parties convient que l'application des dispositions de l'article 1195 du Code civil à ses obligations au titre du Contrat est écartée et reconnaît qu'elle ne sera pas autorisée à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil.

Il est formellement convenu entre les Parties que toute tolérance ou renonciation d'une des Parties, dans l'application de tout ou partie des engagements prévus au Contrat, quelles que puissent en être la fréquence et la durée, ne saurait valoir modification du Contrat, ni être susceptible de créer un droit quelconque.

➤ Marché de substitution

Pour pallier la défaillance du titulaire, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations qui ne peuvent souffrir d'aucun retard.

En raison de l'urgence impérieuse qui s'attacherait à la réalisation des prestations, un marché de substitution peut être conclu sans publicité ni mise en concurrence préalable en application des articles R.2122-1 et R.2322-4 du code de la commande publique. Cette exécution par un tiers ne sera pas effectuée aux frais et risques du titulaire, et ne donnera lieu à aucune indemnisation du titulaire.

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

TLA Architecte
7 place des Martyrs de la résistance
33000 Bordeaux

VERDI SUD -OUEST est le Bureau d'études en charge des Structures
Sis 13 rue Archimède
33700 Mérignac

S.O.I.T est le Bureau d'études en charge des Fluides
Sis 17 avenue des Mondaults
Bat C2
33270 Floirac

3.3 - Ordonnancement Pilotage Coordination

La mission OPC est assurée par :

TLA Architecte
7 place des Martyrs de la résistance
33000 Bordeaux

S.O.I.T
Sis 17 avenue des Mondaults
Bat C2
33270 Floirac

3.4 - Contrôle technique

Le contrôle technique est assuré par :

APAVE Agence de Bordeaux
ZI de Gay Lussac
BP 3 Artigues près Bordeaux
33370 TRESSES

Les missions de contrôle technique confiées sont les suivantes : L, LE, SEI

3.5 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs

La coordination sécurité et protection de la santé pour cette opération de niveau III sera assurée par :

APAVE Agence de Bordeaux
ZI de Gay Lussac
BP 3 Artigues près Bordeaux
33370 TRESSES

3.6 - Cotraitance

L'un des membres du groupement devra être désigné comme mandataire du groupement pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et coordonner les prestations des membres du groupement. Le pouvoir adjudicateur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché. Toutefois, en cas de groupement conjoint, le mandataire du groupement doit être solidaire des autres membres du groupement. Les candidatures sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par le mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement.

3.7 Sous-traitance

Les personnes à l'encontre desquelles il existe un motif d'exclusion ne peuvent être acceptées en tant que sous-traitant.

En cas de sous-traitance, le Titulaire assurera seul et personnellement, vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, la responsabilité du marché qui lui a été confiée.

Pour chaque sous-traitant qu'il veut faire agréer, le candidat aura joint l'ensemble des pièces de candidature comme demandées au Candidat à l'exception du DC1, selon le modèle de Déclaration de sous-traitance annexé au formulaire d'acte d'engagement.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R. 2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

« J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché n°..... »

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance. Mes demandes de paiement sont libellées en euros et soumises aux modalités de l'article 1.7 du présent CCAP. Leur prix reste inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. »

4 - Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article B6 de l'Acte d'Engagement et à son annexe 2 « Clause RGPD »

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée globale du marché

La durée globale du marché est de 15 mois incluant les 3 mois de prestations et les 12 mois de la Garantie de Parfait Achèvement.

La date prévisionnelle de début des prestations est le 16/04/2025.

5.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution propre à chaque lot est de :

Lot(s)	Délai
01	3 mois
02	3 mois

Ce délai d'exécution englobe la période de préparation de chantier d'1 mois et de congés payés, la période de prestations de travaux, ainsi que le repliement du matériel, le nettoyage des lieux et le nombre de jours d'intempéries indiqués ci-dessous.

Le délai d'exécution propre à chacun des lots commence à la date d'effet de l'ordre de service prescrivant au titulaire concerné de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

En vue de l'application éventuelle de l'article 18.2.3 al. 1 et 2 du CCAG-Travaux, le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, pour la durée totale du marché, est fixé à 3 jours.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de réclamer l'attestation de mise en intempérie, détenue par l'entreprise via sa Caisse de congés BTP, pour complément de preuve.

Le lieu de constatation des intensités des phénomènes naturels est la station météorologique de : Bordeaux-Mérignac

5.3 - Calendrier prévisionnel et détaillé d'exécution

Un calendrier prévisionnel de l'opération, détaillé par lots, a été établi par la maîtrise d'œuvre. Les candidats proposeront dans leurs offres respectives leurs propres délais d'exécution devant s'insérer dans le calendrier prévisionnel global.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire selon les stipulations de l'annexe 4 de l'acte d'engagement (DPGF du lot concerné) et établi dans les conditions décrites à l'article 5 - Chapitre 1 du CCTC Commun Lot 0.

Les prix tiennent compte des dépenses communes de chantier telles qu'exposées dans le présent CCAP et le CCTC Commun Lot 0, les pièces financières et les CCTP de chacun des lots.

Les prix tiennent également compte des dépenses liées aux mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé, de la notification du marché à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro" (estimation : Mars 2025).

Les prix sont actualisables par application aux prix du marché d'un coefficient C_n donné par les formules suivantes :

Lot(s)	Formules	Prix concernés
01	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT53 (d-3) / BT53 (o))$	Tous
02	$C_n = 0.0\% + 100.0\% (BT41 (d-3) / BT41 (o))$	Tous

selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

Les index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, sont les suivants :

Lot(s)	Code	Libellé
01	BT53	Index du bâtiment - Étanchéité - Base 2010
02	BT41	Ventilation et conditionnement d'air - Base 2010

6.3 - Répartition des dépenses communes

L'article 10 - Chapitre 1 - CCTC Commun Lot 0, détaille le découpage des dépenses communes de la manière suivante :

- Les dépenses d'investissement réputées rémunérées par les prix d'un marché de travaux spécifique, identifiées par ces mêmes clauses ;
- Les dépenses d'entretien des installations incombant à chaque entrepreneur suivant ce qu'il ce qu'il a en charge sur le chantier ;
- Les dépenses diverses de consommation et afférentes aux dégradations dans tous les cas où elles n'auraient pas été individualisées et mises à la charge du ou des titulaires font l'objet d'une répartition forfaitaire identifiée par ces mêmes clauses.

Il identifie également le titulaire du Lot 2 Fluides comme le responsable du compte prorata.

7 - Garanties Financières

Une retenue de garantie de 5,00 % du montant initial du marché (augmenté le cas échéant du montant des avenants) sera constituée. Cette retenue de garantie sera prélevée sur le montant de chaque acompte par le comptable assignataire des paiements.

Cette retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande. En revanche, il ne sera pas accepté de caution personnelle et solidaire.

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte du marché, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée. Le titulaire garde la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie.

8 - Avance

Une avance pourra être accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, pour les lots suivants :

Lot(s)	Désignation
01	Etanchéité
02	Fluides

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Travaux

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Cette avance n'est due au titulaire que sur la part du marché qui ne fait pas l'objet de sous-traitance. Le remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues au titulaire à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde. Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix. Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser au titulaire, aux co-traitants ou sous-traitant s'applique au montant TTC des prestations réalisées directement par le prestataire concerné.

Ce taux est fixé à 10,0 % lorsque le titulaire du marché est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Le titulaire, sauf s'il s'agit d'un organisme public, doit justifier de la constitution d'une garantie à première demande à concurrence de 100,00 % du montant de l'avance. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

En cas de co-traitance :

Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par co-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de sous-traitance :

Le titulaire fait apparaître distinctement sur sa facture, par sous-traitant, le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas connues, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

La présentation des demandes de paiement sera effectuée en premier lieu auprès du Maître d'Ouvrage à l'adresse suivante, avant tout transfert sur Chorus : marches.ug-aquitaine@ugecam.assurance-maladie.fr

➤ Utilisation de CHORUS

Le titulaire doit utiliser la solution informatique gratuite et sécurisée mise à sa disposition, le portail public de facturation dénommé « Chorus Pro », dans les conditions définies au présent article.

L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le titulaire est informé que Chorus Pro est le vecteur exclusif de transmission des factures sous forme dématérialisée : toute transmission de factures par un procédé de dématérialisation autre que Chorus Pro, ou toute transmission par Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-dessous, ne sera pas acceptée.

Par suite, en cas de réception d'une facture électronique non adressée via Chorus Pro, L'UGECAM Aquitaine informera le titulaire du rejet de sa facture par mail ou par courrier et l'invitera à s'y conformer.

En cas de réception d'une facture adressée via Chorus Pro mais ne comportant pas l'intégralité des mentions obligatoires listées ci-dessous ou comportant des informations erronées, l'UGECAM Aquitaine informera le titulaire du rejet de sa facture par message généré via Chorus Pro et l'invitera à réadresser via le portail, une facture dûment rectifiée.

Ainsi, le titulaire devra, pour pouvoir déposer ses factures, renseigner les champs suivants dans l'outil Chorus :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera l'UGECAM Aquitaine - Tour de Gassies, en tant que destinataire de la facture : Centre de la Tour de Gassies : **423 494 335 00064**
- Le numéro d'engagement ; il conviendra de mentionner ici le numéro du marché tel qu'il figure sur l'acte d'engagement du présent marché : **2024-021-N° de lot**

En cas d'interrogation sur les modalités d'utilisation (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) de ce dispositif, le titulaire pourra consulter le site Communauté Chorus Pro à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Pour tout renseignement, le Titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1> /rubrique « nous contacter »

Une assistance téléphonique est disponible au numéro suivant : 04.77.78.39.57 (du lundi au vendredi de 9h00 à 19h00).

➤ Contenu des informations des demandes de paiement

Les demandes de paiement seront présentées selon les conditions prévues à l'article 12.1 du CCAG-Travaux et seront établies en une version portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché : **2024-021 Lot n° ...** ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- la date d'exécution des prestations ;
- le montant des prestations admises, établi conformément à la décomposition des prix forfaitaires, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections ;
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées (incluant, le cas échéant le montant de la TVA des travaux exécutés par le ou les sous-traitants) ;
- la date de facturation ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT ;

- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article L613-7 du Code de la sécurité sociale.

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

Les factures du sous-traitant sont libellées au nom de l'entrepreneur principal (titulaire) Le titulaire fait apparaître distinctement les prestations sous-traitées dans les documents et décomptes adressés au pouvoir adjudicateur.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Adresse d'exécution :

UGE CAM Tour de Gassies
RUE DE LA TOUR DE GASSIES
CS 10003
33523 BRUGES CEDEX

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits

Le CCTC Commun Lot 0 et les CCTP des Lots 1 et 2, fixent les normes et caractéristiques des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par les pièces techniques précitées.

10.2 - Implantation des ouvrages

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

10.3 - Préparation et coordination des travaux

10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation, comprise dans le délai d'exécution du marché, d'une durée de 30 jours.

Cette période débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution accompagné du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, prévu à l'article 28.2 du CCAG-Travaux et le soumettre au visa du maître d'œuvre 30 jours au plus tard après la notification du marché.

Chaque entrepreneur (y compris cotraitants et sous-traitants) doit établir un plan particulier de sécurité et de protection de la santé simplifié, après inspection commune organisée par le coordonnateur sécurité. Ces plans particuliers doivent être remis au coordonnateur dans un délai de 30 jours à compter du début de la période de préparation.

Dans le cadre de la période de préparation, le coordonnateur SPS doit adapter et modifier le plan général de coordination simplifié en matière de sécurité et de protection de la santé pour le chantier.

10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent contrat sous le nom de " coordonnateur SPS ".

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur,...), il doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. Il a libre accès au chantier.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- le Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- dans les 5 jours qui suivent le début de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats ;
- tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur ;
- la copie des déclarations d'accident du travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé au présent CCAP.

Il informe le coordonnateur SPS de toutes les réunions (avec leur objet) qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises et lui indique leur objet ainsi que de ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement. Il donne aussi suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur SPS. Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître de l'ouvrage. A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le registre journal. Il s'engage aussi vis à vis de ses sous-traitants à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions législatives et réglementaires.

Quant aux locaux pour le personnel, le projet des installations de chantier indique, s'il y a lieu, la situation sur plan des locaux pour le personnel et leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs. L'accès

aux locaux du personnel doit être assuré depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 50,00 €, sans mise en demeure préalable, en cas de non-respect des délais de remise des documents fixés au présent article.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés. Elles auront fait l'objet d'une remise de renseignements probants dans le cadre de l'analyse des candidatures.

10.3.3 - Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il n'y aura pas de registre de chantier mis en place dans le cadre de l'exécution du marché.

10.4 - Etudes d'exécution

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le titulaire et soumis, avec les notes de calcul et les études de détail, au visa du maître d'œuvre. Mais par dérogations aux dispositions de l'article 29.1.5 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 5 jours après leur réception ; sauf à informer le titulaire du lot concerné d'un délai plus important, tout en tenant compte de l'avis du titulaire.

Tous les plans d'exécution et spécifications à l'usage du chantier doivent aussi être visés par le contrôleur technique mentionné au présent CCAP.

10.5 - Installation et organisation du chantier

10.5.1 - Installation de chantier

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux et aux documents techniques spécifiques du présent marché, le titulaire du lot 2 Fluides supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien des installations de chantier en lien avec l'article 10.1 du CCTC.

L'attention du titulaire est amenée sur le fait que les travaux auront lieu en site occupé, et que toutes les démarches visant à protéger les lieux des travaux et le nettoyage quotidien devront être mise en œuvre sous peine d'application des sanctions coercitives.

Le nettoyage est effectué tous les soirs par les entreprises intervenantes.

Les matériaux sont stockés de manière à ne pas entraver la bonne circulation des lieux et afin de respecter la sécurité en matière de protection incendie. Les mesures de protection adéquates sont prises concernant le stockage des matériaux.

Un état des lieux d'entrée conjoint est effectué par Commissaire de justice (anciennement huissier) entre le Maître d'œuvre, le Maître d'Ouvrage, les différents intervenants identifiés à l'article 3 du présent CCAP et les titulaires des marchés de travaux, avant le démarrage du chantier. Le Maître d'Ouvrage prendra en charge cette dépense.

Si des dégradations des espaces sont constatées, le Maître d'Ouvrage refaiture les travaux de remise en état à l'entreprise à l'origine des dégradations. Si aucune preuve ne peut être apportée quant à l'entreprise originaire du sinistre, la remise en état est refacturée sur le compte prorata de manière proportionnelle au montant du marché des entreprises à chaque titulaire, tel qu'indiqué dans l'article 6.3 du présent document.

10.5.2 - Signalisation de chantier

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux et aux prescriptions du CCTC Commun Lot 0, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

10.5.3 - Conduite du chantier avec objectifs à caractère environnementaux

Les conditions d'exécution des travaux, prenant en compte les objectifs de développement durable, sont détaillées dans les pièces techniques du présent marché et notamment au Chapitre 1. Article 11-3 du CCTC qui détaille la démarche environnementale attendue lors du chantier et pour le choix des matériaux durables utilisés, ou encore au Chapitre 2. Article 3-2 qui fait état du traitement de l'environnement proche dans lequel se situe le chantier.

10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier

10.6.1 - Gestion des déchets de chantier

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions.

En complément des mentions du CCTC et des CCTP des lots concernés sur ce sujet, le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

Conformément aux articles R.543-43 et suivants du Code de l'environnement, **le titulaire doit de tenir un registre déchets et assurer la traçabilité des bordereaux**. Pour ce faire, la tenue du registre et l'émission des bordereaux seront digitalisées via leservice de télétransmission mis en place par le ministère chargé de l'environnement: TrackDéchets, accessible à l'adresse suivante: <https://trackdechets.beta.gouv.fr/> .

10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements, y compris les VRD, qui auront été occupés par le chantier conformément aux prescriptions du CCTC.

Chaque lot doit enlever du chantier, à la date prévue au calendrier d'exécution et à défaut d'indication plus tard la veille de la date prévue pour la réception, l'installation de chantier.

A défaut le maître d'ouvrage peut procéder à l'enlèvement aux frais des entreprises quarante-huit heures après mise en demeure des entreprises par LRAR. Tout retard sera considéré comme un retard dans l'achèvement des travaux. Il sera sanctionné selon les modalités de pénalités de retard prévues au présent CCAP.

10.6.3 - Documents à fournir après exécution

Le titulaire doit remettre au maître d'œuvre les documents prévus à l'article 40 du CCAG-Travaux, et ce dans les conditions définies à cet article.

Les formats demandés pour la remise de ces documents sont les formats PDF et Dwg. Ainsi chaque document doit être remis dans un format largement disponible et exploitable par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Un exemplaire du dossier des ouvrages exécutés est remis au coordonnateur SPS pour assurer la cohérence avec le Dossier d'Intervention Ulérieure sur les Ouvrages (DIUO).

En cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution par les titulaires, une pénalité égale à 120,00 € par jour de retard est appliquée sur les sommes dues aux titulaires.

12 - Réception

12.1 - Réception des travaux

12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux et se déroule simultanément pour tous les lots dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire du lot 02 avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception. La décision relative à la réception sera ensuite notifiée au titulaire du lot précité.

12.1.2 - Epreuves concluantes

La réception ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux pièces techniques du cahier des charges.

13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

Les garanties particulières suivantes sont également prévues dans les conditions suivantes :

La durée de garantie de bon fonctionnement est fixée à 2 ans pour tous les équipements qui ne relèvent pas de la garantie décennale conformément aux principes dont s'inspire l'article 1792-3 du code civil. Les fabricants d'un ouvrage d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

La garantie décennale couvre les dommages tels qu'ils sont définis par les principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2 et 1792-4-1 du code civil.

Les fabricants d'un ouvrage, d'une partie d'ouvrage ou d'un équipement sont solidairement responsables de cette garantie avec l'entrepreneur ayant procédé à l'installation desdits biens en conformité avec les principes dont s'inspire l'article 1792-4 du code civil.

Il doit être Titulaire d'une police d'assurance décennale couvrant ces risques.

L'entrepreneur sera dégagé de ses obligations si le défaut de fonctionnement provient du fait de l'utilisateur.

14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

15 - Pénalités

15.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 50,00 €.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le titulaire subira également, en cas de non-respect du délai contractuel d'exécution ou de livraison, une pénalité forfaitaire de 100,00 €.

Le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Les pénalités de retard sont appliquées après mise en demeure adressée au titulaire et restée sans effet dans un délai de 15 jours, conformément à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux.

15.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 1 000,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

15.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Retard spécifique dans la remise des plans et tous autres documents à fournir, notamment après exécution, par les titulaires	Journalière	120,00 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage
Non-respect d'obligations contractuelles non couvertes par une autre pénalité	Forfaitaire	100,00 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage
Non-déclaration d'un sous-traitant	Journalière	200,00 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage de la présence ou de l'intervention d'un sous traitant, jusqu'à résolution de la non conformité
Manquement aux obligations d'entretien ou de propreté du site ou du matériel	Journalière	20,00 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage. L'application journalière de la pénalité est arrêtée à compter de la résolution des problématiques
Non-respect des règles en vigueur en matière de sécurité	Forfaitaire	100,00 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage
Absence aux réunions de chantier d'une entreprise	Forfaitaire	150,00 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage. Sera considérée comme absente, une entreprise qui aura dépêché un représentant non qualifié ou sans pouvoir de décision. De même tout retard supérieur à 30 min sera considéré comme une absence.
Blessure sur un arbre ou une racine par un intervenant du chantier	Forfaitaire	400 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage
Absence de port de vêtements de travail ou équipements de protection Individuelle	Forfaitaire	50,00 €	Déclenchée sur simple constat de la maîtrise d'oeuvre ou de la maîtrise d'ouvrage

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Les dommages de toute natures causés au personnel et aux biens du pouvoir adjudicateur par le titulaire qu'il s'agisse de son personnel ou de toute personne qui interviendrait pour son compte, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du titulaire. Il garantit le pouvoir adjudicateur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux dans lesquels il intervient, y compris le recours des tiers. Le titulaire demeure seul responsable des dommages causés par négligence ou par manquement dans l'exécution du marché ou toute autre cause pouvant lui être imputée.

Les dommages causés au personnel ou aux biens du titulaire par le pouvoir adjudicateur du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

En outre, le Titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation ou le changement de compagnie, dans les dix jours qui suivent sa décision. Si le contrat souscrit par le Titulaire prévoit l'existence d'une franchise, cette dernière est intégralement prise en charge par le Titulaire. En aucun cas, le pouvoir adjudicateur ne peut être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

En cours d'exécution du marché, le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du Titulaire.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil.

Assurances du maître d'ouvrage

Les assurances souscrites ou à souscrire par le maître d'ouvrage sont les suivantes :

- Assurance « Tous risques chantier » couvrant les dommages matériels accidentels occasionnés en cours de travaux aux ouvrages, équipements et matériaux
- Assurance "Dommages-ouvrages" garantissant les travaux de réparation des dommages couverts par la garantie décennale des constructeurs (dommages apparents ou non lors de la réception de travaux)

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux, dérogation étant cependant faites, aux articles 49.1 deuxième alinéa et 50.4.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal de Grande Instance de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 4 du CCAP déroge à l'article 5.2 du CCAG - Travaux
- L'article 5.3 du CCAP déroge à l'article 18.1.4 du CCAG - Travaux
- L'article 9.1 du CCAP déroge al.4 de l'article 12.4.2 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.1 du CCAP déroge à l'article 28.1 du CCAG - Travaux
- L'article 10.3.3 du CCAP déroge à l'article 28.5 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.1 du CCAG - Travaux
- L'article 12.1.1 du CCAP déroge à l'article 41.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.2 du CCAG - Travaux
- L'article 17.1 du CCAP déroge aux articles 49.1 deuxième alinéa et 50.4. du CCAG - Travaux